

C.I.D.F.F. BAS-RHIN
CENTRE D'INFORMATION SUR LES
DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les
Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

C.I.D.F.F.BAS-RHIN

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES
DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES**

Siège social : 24, Rue du 22 Novembre
67 000 STRASBOURG

Association Loi Locale Tribunal de Strasbourg Vol 34 folio 78
SIRET n° 305 833 691 00028

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les
Comptes Annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF 67 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons effectué notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justifications des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les postes de « produits constatés d'avance » et de « produits à recevoir » au titre de subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur les éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications des documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les éléments financiers du rapport d'activité du Conseil d'administration, et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau du 27 mars 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercices professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé dans l'article L 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

CIDFF 67
Comptes Annuels
Exercice clos le
31 décembre 2024

Fait à Strasbourg, le 2 avril 2025

Le commissaire aux comptes

BORLOT Audit

Annick BORIS-ISSENMANN

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Annick Boris-Issenmann', is written between two horizontal lines. The signature is stylized and cursive.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	5 511	5 511				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	33 029	33 029				
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	63 679	59 217	4 463	5 788	1 325	22.90
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	500		500	3 000	2 500	83.33
	Autres immobilisations financières	150		150	150		
Total II		102 869	97 756	5 113	8 938	3 825	42.80
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	52 593		52 593	44 439	8 154	18.35
	Autres créances	153 668		153 668	127 148	26 520	20.86
	Capital souscrit - appelé, non versé						
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	435 898		435 898	458 045	22 148	4.84
	Charges constatées d'avance (3)	4 133		4 133	4 258	124	2.92
	Total III	646 291		646 291	633 890	12 401	1.96
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		749 161	97 756	651 404	642 828	8 576	1.33

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :)	60 229	60 229		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	8 248	4 371	3 876	88.68
	Report à nouveau	200 930	166 043	34 888	21.01
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	4 740	38 764	43 504	112.23
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement	715	993	278	28.01
	Provisions réglementées				
	Total I	265 382	270 400	5 019	1.86
	Total II				
PROVISIONS	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total III				
DETTES (I)	Provisions pour risques	81 855	81 046	809	1.00
	Provisions pour charges	43 100	43 100		
	Total III	124 955	124 146	809	0.65
Comptes de Régularisation	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit				
	Concours bancaires courants				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 655	28 225	12 431	44.04
	Dettes fiscales et sociales	149 170	122 653	26 516	21.62
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	462	705	243	34.42
	Produits constatés d'avance (I)	70 781	96 700	25 919	26.80
	Total IV	261 068	248 282	12 785	5.15
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	651 404	642 828	8 576	1.33

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

261 068

248 282

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	336 336		336 336	341 192		4 856	1.42
Chiffre d'affaires NET	336 336		336 336	341 192		4 856	1.42
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			998 173	989 847		8 326	0.84
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			16 906	74 580		57 674	77.33
Autres produits			15 023	13 139		1 884	14.34
Total des Produits d'exploitation (I)			1 366 438	1 418 758		52 320	3.69
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			254 392	234 317		20 075	8.57
Impôts, taxes et versements assimilés			54 737	54 973		236	0.43
Salaires et traitements			830 139	852 308		22 169	2.60
Charges sociales			262 312	240 345		21 967	9.14
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 875	2 950		1 075	36.43
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions			6 621	19 115		12 494	65.36
Autres charges			2 074	1 633		441	27.00
Total des Charges d'exploitation (II)			1 412 150	1 405 641		6 509	0.46
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			45 713	13 117		58 830	448.49
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			38 133	22 946		15 187	66.19
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 561		2 423		138	5.70
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	2 561		2 423		138	5.70
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI						
2. Résultat financier (V-VI)	2 561		2 423		138	5.70
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	5 019		38 486		43 504	113.04
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital	278		278			
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	278		278			
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion						
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII						
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	278		278			
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)	1 407 410		1 444 405		36 995	2.56
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 412 150		1 405 641		6 509	0.46
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	4 740		38 764		43 504	112.23

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE COMPTABLE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 651 404 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant une perte de 4 740 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.
Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence aux règles et méthodes décrites ci-dessus :

1. Stocks

Néant.

2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale

B. CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

1. Amortissements et provisions pour dépréciations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
-immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.
-immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

IMMOBILISATIONS	DUREE	MODE
Immob. Incorporelles	1 an	Linéaire
Agencements des constructions	5 ans	Linéaire
Matériel de transport	néant	Linéaire
Matériel de bureau, informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Tableau des mouvements sur immobilisations et amortissements ci-dessous :

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute fin exercice
Immobilisations incorporelles :	5 511			5 511
Autres immobilisations incorporelles	5 511			5 511
Immobilisations corporelles :	96 158	550		96 708
Agencements, installations Strasbourg	31 913			31 913
Agencements, installations Haguenau	1 116			1 116
Matériel de bureau et informatique Strasbourg	37 759	550		38 309
Matériel de bureau et informatique Haguenau	13 911			13 911
Mobilier	11 459			11 459
Immobilisations financières :	3 150		2 500	650
TOTAL GENERAL	104 819	550	2 500	102 869

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début exercice	Augmentation	Diminution	Amortissements fin exercice
Autres immobilisations incorporelles	5 511			5 511
Agencements, installations Strasbourg	31 913			31 913
Agencements, installations Haguenau	1 116			1 116
Matériel de bureau et informatique Strasbourg	35 951	797		36 748
Matériel de bureau et informatique Haguenau	13 911			13 911
Mobilier	7 479	1 078		8 557
TOTAL GENERAL	95 881	1 875		97 756

2. Provisions pour risques et charges

Les provisions constituées cette année couvrent trois natures de risques et charges :

- une provision pour risque sur la subvention perçue par le FSE au cours de l'année, elle est calculée en appliquant un taux forfaitaire de 8 % de la subvention perçue, on retient les subventions perçues à ce titre sur les 10 dernières années, durée correspondant aux contrôles du FSE
- une provision pour charges de salaires au titre d'une prime de fin d'année à verser à l'ensemble des salariés.e.s.
- une provision a été constituée pour des travaux de réfection des sols dans les locaux de Strasbourg.

3. Fonds dédiés

Néant

4. Subventions d'équipements

Le montant de la subvention d'équipement s'élève à 1.391,25 € au 1er janvier 2024.

Cette dernière a été destinée au financement du mobilier.

Cette subvention d'investissement a été reprise dans le compte de résultat de la manière suivante :

- reprise au même rythme que les amortissements des immobilisations subventionnées

C. AUTRES POSTES

1. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2. Disponibilités

Il s'agit des sommes disponibles en banque

3. Charges constatées d'avance

Elles sont liées à la gestion courante.

4. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Néant

5. Dettes fournisseurs, fiscales et sociales

L'ensemble de ces dettes sont liées à l'exploitation et sont acquittées aux échéances normales.

Les charges à payer représentent :

- au titre des dettes fournisseurs : 27 877 €
- au titre des dettes sociales : 103 461 €
- au titre des dettes fiscales : 7 822 €

6. Produits à recevoir

Les produits à recevoir représentent au titre des subventions à percevoir la somme de 152 114€.
Ce montant a été déterminé en tenant compte des conventions pour lesquelles un solde sera perçu en 2025 après envoi à nos différents financeurs d'un bilan quantifié et chiffré des actions concernées.

7. Produits constatés d'avance

Il s'agit de produits encaissés auprès des financeurs mais échelonnés en fonction de la durée de la convention.
Le montant à reporter sur l'exercice suivant est de 70 781 €.

8. Effectif

L'effectif moyen de l'association est de 23,14 ETP (équivalent temps plein),

L'exercice a enregistré des mouvements significatifs :

- de départ : 7 personnes ont quitté la structure dont 5 CDD en fin de mission
- d'entrée : 11 personnes ont rejoint la structure dont 9 CDD et 1 contrat d'apprentissage. Il est à préciser que 3 CDD ont été convertis en CDI en 2025.

9. Produits d'exploitation

Prestation de services : sont enregistrées sous cet intitulé toutes les factures émises dans le cadre des interventions dans les établissements scolaires, les formations en entreprises, les bilans de compétences. Figurent également dans cette rubrique la participation des usagers dans le cadre des consultations de médiations familiales, l'action en cotraitance qui a été mise en place en 2021 dans le cadre d'un marché avec France Travail (pour mémoire il s'agit d'une animation de différents ateliers à destination des bénéficiaires de France Travail), les factures et/ou appels de fonds dans le cadre de nos échanges avec la Fédération Nationale et Régionale des CIDFF.

Subventions : ce poste comprend l'ensemble des financeurs et partenaires, à savoir les collectivités publiques nationales, territoriales, locales, le fonds social européen, la caisse d'allocations familiale.

Dons et contributions financières : il s'agit des cotisations ainsi que des dons et produits de mécénat perçus de fondations ou d'entreprise.

10. Engagements de retraite

Les usages de l'association prévoient le versement d'indemnités de départ à la retraite. Il n'a pas été signé d'accord particulier. L'engagement total évalué avec des coefficients de probabilité de présence à terme, de mortalité et d'actualisation a été chiffré à 27 942,68 €.

11. Déclaration des dons

En 2024, 90 reçus fiscaux ont été délivrés pour un montant total de 12 301 € en contrepartie des cotisations, dons et produits de mécénat perçus sur l'exercice.

12. Fonds propres

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2023 il a été décidé de la création d'une réserve de solvabilité. Le résultat bénéficiaire sera affecté annuellement à hauteur minimum de 10% avec un maximum de 50%.

L'Assemblée Générale Ordinaire a convenu d'affecter le résultat 2023 à hauteur de 10% à la réserve de solvabilité, cette dernière se monte à 3 876 €.

D. AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Au niveau de l'activité, les prestations facturées liées aux interventions scolaires, aux formations, aux ateliers sont restées stables. Ceci reste principalement imputable à la facturation vers France Travail de prestations de formation. Cependant, depuis la clôture une incertitude s'est confirmée. En effet le marché « Atelier Conseil » de France Travail prendra fin le 15 juin 2025 sans renouvellement du marché, soit une perte de l'ordre de 60 000€ sur l'exercice 2025.

Les projets réalisés en lien avec la Fédération Régionale des CIDFF du Grand Est sont en augmentation. Enfin depuis début 2024 nous effectuons une prestation pour la CPAM du Bas-Rhin suite à l'obtention du marché relatif à la mise en place de modules de remobilisation pour les assurés sociaux en indemnités journalières et en risque de désinsertion professionnelle.

L'accompagnement des aidant.e.s issu de la Conférence des Financeurs débuté en 2020 par le biais du Bureau d'Accompagnement Individualisé des Aidant.e.s a pu se poursuivre en 2024 par le biais des financements de la Conférence des Financeurs et AG2R La Mondiale au titre de l'institution AG2R Agirc-Arrco.. Le soutien de la Conférence des Financeurs nous permettra de poursuivre l'action jusqu'en septembre 2025.

Il est également à noter qu'une convention d'une durée de 18 mois a été signée en janvier 2024 avec AG2R La Mondiale au titre de l'institution AG2R Agirc-Arrco.

Cependant, il est difficile de trouver des financements de droit commun pour pérenniser cette action malgré les demandes en hausse.

En octobre 2024, une nouvelle action financée par la Collectivité européenne d'Alsace a été mise en place. Il s'agit d'un accompagnement à destination des familles monoparentales, avec des parents de moins de 30 ans, ayant signé un contrat d'accompagnement en tant que bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active. Cette action expérimentale est d'une durée de 15 mois et a nécessité le recrutement d'une chargée d'insertion sociale.

Nous avons en 2023 des inquiétudes quant à l'action concernant l'« Accompagnement professionnel de bénéficiaires du RSA diplômé.e.s » cofinancée par le FSE+. Divers facteurs, dont le départ de nos interlocutrices habituelles, ont entraîné un retard dans la phase d'instruction et de traitement des demandes. Le dossier déposé en 2023 a été pris en charge en juin 2024 et conventionné le 30 septembre 2024. Les versements des acomptes au titre de 2023 et 2024 ont eu lieu mi-octobre 2024.

Au niveau social, contrairement à ces dernières années l'association n'a pas versé de prime de partage de la valeur.

En effet, le 6 août dernier, le gouvernement a acté l'extension de la Prime Ségur aux salarié.es du secteur social et médico-social privé.

Sa mise en œuvre concrète pose de graves difficultés aux associations, qui n'ont, à ce stade, reçu aucune garantie que l'Etat la compensera.

Concrètement, il s'agit de verser à l'ensemble du salarié.e.s une prime nette mensuelle de 183€ pour un temps plein, soit un coût pour la structure de 447€.

Cette charge complémentaire a pu être absorbée en 2024 tout en générant un exercice légèrement déficitaire.

Il n'en sera pas même pour l'année à venir car cela constitue un manque de 100 000€ dans le budget 2025, non financés à ce jour.

A ce titre, afin de maintenir nos missions essentielles et de faire face à ce défi financier inédit lié à la généralisation de la prime Ségur, non financée à ce jour, une campagne d'appel aux dons et aux actions de mécénat a été lancée sur la fin de l'année. Cette campagne qui se poursuit sur 2025 a déjà permis de récolter plus de 32 000€.

A la date d'arrêté des états financiers au 31 décembre 2024, l'association a connaissance d'incertitudes significatives mais qui ne remettent pas en cause la capacité de la structure à poursuivre son exploitation.